



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 12 novembre 2023 N° 500 PRIX : 0,60 Euro

Israël-Palestine : c'est l'impérialisme qui est responsable de la situation au Moyen Orient !



Bombardements intenses sur la ville de Gaza par l'armée israélienne.

- **Sommaire au verso**
-
-

Sommaire

Éditorial

Israël–Palestine : c'est l'im-périalisme qui est responsable de la situation au Moyen Orient !

Pages 4-5 : **Sénégal** :

- ▶ Sous le vernis d'un « État de droit » à la sauce Macky Sall.
- ▶ Explosion de la facture d'électricité.

Pages 5 à 9 : **Côte d'Ivoire** :

- ▶ Dégradation continue du niveau de vie des travailleurs.
- ▶ Affrontements intercommu-nautaires dans le département de Gagnoa.
- ▶ Quand les organisations pa-tronales font leur cinéma.
- ▶ Lutte contre la corruption : il y en a qui ne manquent pas d'air pour faire du vent !
- ▶ Le magot pour les riches, « l'espoir » pour les pauvres !
- ▶ Abobo-doumé : rafles, rac-kets et vols au cœur de la nuit
- ▶ Une croyance ancienne qui ne devrait plus être à l'ordre du jour.
- ▶ Port-Bouët : quand la mairie ouvre un bureau d'état civil.
- ▶ Échos d'entreprise : Nutri Food, un vol manifeste.
- ▶ Échos d'entreprise : Zenith : incendie ravageur, tel un avertissement.

Pages 10-11 : **Madagascar** :

Ils sont capables de mettre le pays à feu et à sang pour assouvir leur soif de pouvoir et de richesse.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet: www.uatci.org

Éditorial

ISRAËL - PALESTINE : C'EST L'IMPÉRIALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA SITUATION AU MOYEN ORIENT !

Après un peu plus d'un mois de bombardements massifs opérés par l'armée israélienne, la ville de Gaza qui était déjà une prison à ciel ouvert, s'est transformée en cimetière à ciel ouvert. Cette ville n'est plus qu'un champ de ruines et de dévastation. Même les hôpitaux, les écoles ou les camps de réfugiés sont bombardés sous prétexte qu'ils abritent les hommes du Hamas. En un mois, le nombre de morts a déjà dépassé 10 000 dont plus de 4 000 enfants auxquels il faut ajouter plus de 25 000 blessés.

Les 2,3 millions d'habitants qui vivent à l'intérieur de la Bande de Gaza, (long d'environ 40 kilomètres, large de 6 à 12 km) sont coincés entre la mer et un mur de béton construit par l'État israélien. Le blocus est total : les hôpitaux ne peuvent plus soigner les blessés et les malades, l'eau potable est devenue si rare que certains meurent de soif ou de maladies causées par les eaux souillées, la nourriture y est quasi introuvable.

Les dirigeants des pays occidentaux, ceux des États-Unis en tête, si prompts à dénoncer le non-respect des droits de l'homme lorsqu'il s'agit de la Russie, de la Chine, de Cuba ou d'un pays qui n'accepte pas leur dictat, ferment les yeux devant les horreurs commises par l'État d'Israël. Ils arment et soutiennent cet État car il leur sert de base géostratégique avancée dans cette région du Moyen Orient si riche en pétrole et en pétrodollars. La création même de l'État d'Israël est issue de ce besoin de dominer cette région. Aujourd'hui, après un mois de bombardement, ils font mine de demander du bout des lèvres une «pause humanitaire» pendant qu'une population entière est en train de mourir devant leurs yeux.

La plupart des dirigeants des pays africains se sont alignés, tels des valets, derrière les dirigeants du monde impérialiste. Ouattara en Côte d'Ivoire et Macky Sall au Sénégal se sont particulièrement distingués par leur quasi-mutisme, eux qui sont si prompts à dénoncer le «non-respect de la constitution» par les juntes qui ont pris le pouvoir au Mali, Burkina, Niger et Guinée. Certains dirigeants africains ont même demandé à la Cédéao de sanctionner financièrement les putschistes et de les combattre militairement pour les contraindre à remettre le pouvoir aux présidents déchus. Mais en ce qui concerne la violation du droit à la vie du peuple palestinien, c'est motus et bouche cousue. Macky Sall a même fait interdire une manifestation en faveur des Gazaouis.

L'une des raisons de leur quasi-mutisme et de leur alignement sur la politique des dirigeants des puissances occidentales est que leur survie politique dépend en premier lieu de la protection bienveillante de ces mêmes dirigeants impérialistes. Ouattara n'a pas oublié que c'est grâce à l'appui de l'armée française qu'il est parvenu au pouvoir en 2011. Celle-ci est toujours présente sur le sol ivoirien et veille sur son poulain.

Macky Sall bénéficie aussi de la présence d'une base militaire au Sénégal. Ces deux pays constituent jusqu'à nos jours le pré-carré de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest. En échange de leur fidélité à l'ancienne puissance coloniale, les dirigeants de ces pays bénéficient d'une protection et reçoivent quelques miettes du pillage des ressources naturelles, de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans de leur pays par les grandes firmes françaises et autres.

Une autre raison qui les pousse à la prudence, c'est qu'ils craignent d'être débordés par la colère de leurs propres populations au cas où elles seraient encouragées à sortir dans la rue pour protester contre le sort de la population gazaouie. Ouattara, Macky Sall et bien d'autres dirigeants africains savent que la colère populaire risque de se retourner contre eux, contre la cherté de la vie, contre les bas salaires, contre la corruption qui gangrène leur appareil d'État, contre les détournements de fonds par les dirigeants au pouvoir, contre la dilapidation de l'argent de l'État dans des réalisations de prestige pour satisfaire leur boulimie mégalomane, etc.

Certes, ce qui se passe à Gaza actuellement peut être ressenti par une partie de la population africaine comme quelque chose de lointain par rapport à leurs préoccupations immédiates et urgentes. Les travailleurs doivent faire face à toutes sortes de privations pour survivre. Chaque jour est comme une montagne à gravir : il y a le chômage, les bas salaires, la flambée des prix, les loyers chers, les frais de sco-

larité toujours en hausse, etc. C'est pour fuir cette misère dont ils ne voient pas la fin, que de nombreux jeunes et moins jeunes issus des couches populaires quittent leur pays en bravant la mer à bord de frêles embarcations pour tenter leur chance dans les pays riches.

En ce moment, dans de nombreux pays africains il y a des populations qui vivent les horreurs de la guerre. C'est le cas au Soudan, au Congo (RDC), en Érythrée, au Mali et ailleurs, mais leur sort ne préoccupe pas les dirigeants impérialistes tant que leurs intérêts ne sont pas menacés. Rien qu'au Congo (RDC), depuis l'éclatement de la guerre entre bandes rivales en 1996 jusqu'à nos jours, il y aurait déjà entre 6 et 10 millions de morts et près de 7 millions de «déplacés» à l'intérieur du pays. Les dirigeants impérialistes à la recherche des terres rares que recèle ce pays, s'en accommodent très bien en utilisant les bandes armées pour faire trimmer les travailleurs et parfois des enfants, et collecter la production de ces ressources minières à leur profit.



Une mine de coltan en RDC.

Au Sénégal et en Côte d'Ivoire, les travailleurs et les petits paysans ne vivent pas actuellement sous les bombardements comme à Gaza ou sous la terreur des bandes armées, mais ils crèvent quand même de la misère engendrée par le système capitaliste. Ce système profite en premier lieu à la grande bourgeoisie impérialiste et ce sont les États protecteurs des intérêts de cette grande bourgeoisie inter-

nationale, les USA en tête, qui protègent et arment l'État israélien. Ils commettent à travers lui les atrocités sur la population gazaouie. Ce sont des ennemis de tous les travailleurs du monde entier. Ce sont eux et leur système qui sont responsables de la misère aux quatre coins du monde.

Pour libérer le monde de leur barbarie, les travailleurs auront à s'organiser politiquement et à s'armer pour les renverser. C'est alors seulement que le monde sera véritablement gouverné fraternellement, dans la liberté et la paix entre les peuples.

Sénégal

SOUS LE VERNIS D'UN « ÉTAT DE DROIT » À LA SAUCE MACKY SALL

Après avoir tergiversé durant plusieurs mois sur sa décision de briguer un troisième mandat présidentiel (interdit par la constitution), Macky Sall a fini par abdiquer en désignant son Premier ministre Amadou Ba comme son dauphin.

L'élection présidentielle est prévue pour février 2024 mais le président a déjà préparé le terrain pour faciliter l'arrivée au pouvoir de son poulain. Il a écarté de la liste des concurrents celui qui semblait le plus gênant, Ousmane Sonko, candidat du PASTEF (Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité). Celui-ci a été de nouveau arrêté fin juillet 2023 notamment pour «appel à l'insurrection» et «atteinte à la sûreté de l'État» ; à la suite de quoi son parti a été dissout et le gouvernement lui a retiré le droit de se présenter à la prochaine élection présidentielle.

Mais la «Commission Électorale Nationale Autonome» (CENA, organisme chargé de valider les candidatures et de superviser la tenue des élections) a contredit la décision gouvernementale d'écarter la candidature d'Ousmane Sonko. Cela n'a pas plu au président Macky Sall qui a limogé sur le champ les membres cette commission et en a désigné d'autres.

Le 31 juillet 2023, à Ziguinchor, principale ville de la région de Casamance dont Ousmane Sonko est maire, il y a eu deux morts

parmi les manifestants qui protestaient contre la mise à l'écart de leur leader. Quelques semaines plus tôt, début juin 2023, lors de sa première condamnation pour « corruption de la jeunesse », les affrontements entre policiers et manifestants avaient déjà faits 16 morts d'après les autorités, une trentaine selon l'opposition.

En agissant ainsi, ce président montre son vrai visage de dictateur. Il emprisonne ses opposants ainsi que des journalistes pour des motifs bidon, il fait tirer sur les manifestants hostiles à son gouvernement. Ce qui ne l'empêche pas de dire à tout bout de champ qu'il est un «démocrate» et que le pays qu'il dirige est un « État de droit» ... à condition qu'on se plie à son bon vouloir.



Le 2 juin 2023, des partisans d'Ousmane Sonko affrontent les forces de l'ordre à Dakar. (Reuters/Zohra Bensemra)

EXPLOSION DE LA FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Depuis quelques semaines, de nombreux habitants ont été ébahis lorsqu'ils ont reçu leur facture d'électricité. La somme à payer pour la même consommation de courant est passée du simple au double, voire beaucoup plus pour certains, sans aucune explication de la SENELEC (Société Nationale d'Électricité).

Devant l'indignation qui s'est propagée sur les réseaux sociaux et la circulation d'une pétition qui a déjà récolté plusieurs dizaines de milliers de signatures, les dirigeants de la SENELEC et le gouvernement sénégalais ont fait semblant de découvrir

qu'il y a peut-être un problème technique et ont promis de mener une enquête. Mais, combien de temps va durer cette enquête ? Vont-ils couper le courant à ceux qui ne peuvent pas payer les factures exorbitantes ? Là-dessus, ils ne se sont pas prononcés.

L'inquiétude est grande au sein de la population, d'autant plus que la vie coûte de plus en plus cher alors que les salaires ne suivent pas la flambée des prix. Mais à force de vider les poches des travailleurs, le gouvernement finira par allumer le feu de la colère !

Côte d'Ivoire

DÉGRADATION CONTINUE DU NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS

Depuis le mois de janvier de cette année, le salaire minimum légal a été fixé à 75.000 F par l'État. A cela a été ajoutée une prime de transport de 30.000 F. Bien que dérisoire, beaucoup d'employeurs notamment dans les petites entreprises, ne respectent pas ce minimum.

Dans les zones industrielles d'Abidjan et sur les chantiers, le revenu mensuel moyen des ouvriers varie en moyenne entre 90.000 F et 150.000 F net mais avec cette somme il est impossible de faire face aux dépenses du mois. Surtout que depuis longtemps tous les prix flambent.

À Abidjan, le loyer d'un logement de 2 pièces se négocie entre 30.000 et 60.000 F dans les quartiers ouvriers en fonction de l'emplacement. Pour le transport, les ménages à Abidjan consacrent en moyenne 20 à 30% de leurs revenus. À cela s'ajoutent les dépenses de nourriture qui ne cessent de prendre des proportions avec l'envolée continue des prix des denrées de premières nécessités ces dernières années.

Pour faire face à cette situation, les travailleurs se débrouillent comme ils peu-

vent. Par exemple, on se loge dans des quartiers de plus en plus en périphérie pour économiser sur le loyer, on fait totalement ou en partie à pieds le trajet pour se rendre au boulot et économiser ainsi sur le prix du transport. Quand le boulot est trop éloigné du lieu d'habitation, on se met à plusieurs pour sous-louer des baraques dans les environs de l'entreprise. Ou bien on s'arrange pour squatter des recoins au sein de l'entreprise et on ne rentre chez soi que le weekend.

Ces choses qui n'avaient cours que chez les journaliers et les saisonniers, prennent de plus en plus d'ampleur chez les ouvriers dit embauchés. C'est le cas, par exemple, à Filtisac, entreprise située entre Abobo et Adjamé, qui est considérée comme l'une des plus importantes du pays.

Beaucoup de travailleurs prennent un deuxième boulot. Certains se transforment en tenancier d'échoppe, d'autres en chauffeur de taxi ou de tricycle, veilleur de nuit, etc. À l'exemple de ce vigile devant une entreprise de Yopougon payé autour de 90.000 F et qui pendant son service, fait aussi du «djossage de Nama», en aidant les automo-

bilistes à bien manœuvrer pour se garer ou pour sortir du stationnement. Cela lui rapporte entre 1000 F et 1500 F par jour, soit la moitié de son salaire journalier de vigile.

Malgré ça, le salaire ne suffit même pas pour faire face aux charges mensuelles fixes de la famille. Alors, quand les maladies, les accidents, les décès ou même la scolarité des enfants s'y ajoutent, on ne sait plus où donner de la tête. Beaucoup ont alors recours à l'endettement.

Pourtant, les travailleurs payés, même au SMIG, font quelque fois figure de privilégiés, sachant que la grande majorité de la population ivoirienne travaille dans le secteur informel où le revenu est irrégulier et incertain.

Les autorités et les riches chantent que la vie est rose dans ce pays. Pour eux, assurément, mais pas pour les travailleurs dont le quotidien est fait de privations et de sacrifices.



À Yopougon, un groupe de femmes manifeste contre les coupures d'eau récurrentes. (Photo:DR, 2017)

AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES DANS LE DÉPARTEMENT DE GAGNOA

Le jeudi 26 octobre 2023, il y a eu des affrontements entre les communautés bété et baoulé dans le département de Gagnoa, précisément à Dougroupalégnoa. Il y aurait eu 2 morts, 4 blessés et plusieurs infrastructures détruites selon les informations communiquées par la gendarmerie

À l'origine, un vol commis par un individu. De représailles en expéditions de vengeance, cela s'est transformé en règle-

ments de comptes à coup de machettes et de fusils entre communautés.

Ce genre de situation est récurrent dans le pays et aucune région n'est épargnée. Cela prend plus d'ampleur à l'approche des échéances électorales du fait que les différents clans politiques en compétition n'hésitent pas à utiliser les clivages ethniques, tribaux ou communautaires pour accéder à la mangeoire.

QUAND LES ORGANISATIONS PATRONALES FONT LEUR CINÉMA !

Des organisations patronales organisent tous les deux ans un forum pour discuter sur la «santé au travail». La prochaine édition se tiendra à Abidjan, avec 1000 participants prévus.

À cette occasion, l'un des organisateurs qui est en même temps PDG d'une importante entreprise de manutention, a déclaré : « *en tant qu'entrepreneur, notre souhait est d'avoir au sein de nos entreprises un personnel qui est bien portant* ».

C'est peut-être pour avoir un personnel «bien portant» que les entreprises paient un salaire si bas que les travailleurs ne peuvent même pas se nourrir, se loger et se soigner normalement ? Souvent, même pour rentrer chez eux tous les jours c'est un problème !

Cette troisième édition à Abidjan aura pour thème : «*une seule santé*». À n'en pas douter, la santé des capitalistes va bien ainsi que celle de leurs affaires !

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : IL Y EN A QUI NE MANQUENT PAS D'AIR POUR FAIRE DU VENT !

En Côte d'Ivoire, il y a maintenant un organisme intitulé «*Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance*». Ses «*experts*» ont planché sur la «*prévention de la corruption*». Ainsi, quatre administrations ont été ciblées : le Guichet Unique du Foncier, la Direction Générale des Douanes, la Direction des Concours d'État et le Ministère de la Fonction Publique.

Comme on le dit, il n'y a pas de fumée sans feu. S'il y a une Haute autorité pour la bonne gouvernance, c'est qu'il doit bien exister des Hautes autorités pour la mauvaise gouvernance. Les belles voitures et

les belles villas à Abidjan, ça ne tombe quand même pas du ciel !

En tout cas, le président de cette «*Haute Autorité*», Epiphane Zoro Bi Ballo, a prêté serment en «*jurant*» qu'il va remplir ses fonctions «*avec honnêteté, impartialité, intégrité [...] dans le respect de la Constitution, des lois et règlements de la République*». Eh bien, s'il suffisait de faire des discours et de jurer pour arrêter la corruption, on n'aurait pas besoin d'expert !

Bientôt, ceux-ci vont peut-être créer une autre Haute autorité au-dessus de celle qui existe déjà pour la contrôler à son tour et ainsi de suite !

LE MAGOT POUR LES RICHES, «*DE L'ESPOIR*» POUR LES PAUVRES !

Le «*Rotary Club Abidjan Golf*» est une association d'exploiteurs et de riches en tout genre. De l'argent, ses membres n'en manquent pas. Alors, pour se faire bien voir, par exemple, en vue d'élections futures ou pour se donner bonne conscience, ils organisent de temps en temps des œuvres de bienfaisance. En somme, ils exploitent les travailleurs et les maintiennent dans la misère d'un côté et font la charité de l'autre.

C'est ainsi que le Rotary vient d'organiser un gala pour collecter des fonds auprès de ses membres. Le thème du jour lui-même est bien évocateur : «*créons de l'espoir*

dans le monde». À cette occasion, l'un de ses membres, en la personne du Président de l'Assemblée Nationale Adama Bictogo, a été distingué pour avoir offert 200 millions de francs depuis 2020. Ce qui lui fait 6 millions de don tous les mois durant trois ans ! Même s'il a déclaré avoir placé cette distinction «*sous le signe de la générosité du cœur et du don de soi*», il est bien connu que ces gens-là savent récupérer au centuple ce qu'ils cèdent d'une main.

Mais on aurait surtout aimé qu'il explique comment il a fait pour gagner autant d'argent !

ABOBO-DOUMÉ : RAFLES, RACKETS ET VOLS AU CŒUR DE LA NUIT

Le vendredi 20 octobre, tard dans la nuit, les agents de Sodéci-Cie ont débarqué au village, accompagnés d'un Cargo rempli de plusieurs gendarmes. Comme, ils ont l'habitude de le faire dans les quartiers populaires, ils ont fracassé les portes des gens qui dormaient paisiblement. Réveillés en sursaut, vous êtes automatiquement embarqués en direction de la préfecture de police. Ensuite, on vous accuse de fraude sur l'eau ou l'électricité. Cette nuit-là,

c'est une soixantaine de personnes, femmes et hommes qui ont été interpellés.

Le comble c'est que chaque personne arrêtée a eût à payer la somme de 750 000 francs pour être libérée. Mais après avoir payé cette somme si gigantesque pour ces familles démunies, celles-ci se retrouvent toujours sans compteur d'eau ni d'électricité alors qu'elles les ont payés.

Voici le récit d'une vieille maman qui raconte le calvaire des siens : «*Nous avons demandé des compteurs d'électricité depuis longtemps. La CIE nous a recommandé de bâtir des niches qui abriteront les compteurs. Mais jusqu'à présent ces compteurs ne sont pas venus.*

Quand quelques rares compteurs arrivent, ils sont vendus à prix d'or de 90 000 francs le compteur. N'ayant pas les moyens, nous ne pouvons que nous associer sur des compteurs et payer la facture ensemble. C'est ce que la Cie-Sodéci ne veut pas entendre et appelle cela « branchements parallèles ». Cette nuit, durant la traque, un homme a réussi à s'échapper en laissant derrière lui sa famille. Sa femme voulant se sauver a sauté de l'étage et elle a eu des fractures et blessures graves. Aujourd'hui, elle est hospitalisée au CHU de

Cocody. Depuis cet évènement, toute la population vit avec la peur au ventre».

On se demande où va cet argent que les agents de Cie-Sodéci et la gendarmerie font payer aux populations et pourquoi ces descentes musclées ont-elles lieu si tard dans la nuit dans les quartiers précaires si ce n'est pour terroriser et voler les petites gens.



Policiers en patrouille à Abidjan

UNE CROYANCE ANCIENNE QUI NE DEVRAIT PLUS ÊTRE À L'ORDRE DU JOUR

En octobre dernier, un instituteur d'un établissement privé est décédé des suites d'une «*courte maladie*», on ne sait pas laquelle. Mais pour sa famille, ses amis et des gens de son village, sa mort ne peut être due qu'à un acte de sorcellerie. Alors, ils ont décidé de porter son cercueil pour, disent-ils, «*attraper ses tueurs*». Sa mère, son grand-frère et son oncle ont été désignés coupables par cette procédure. Sachant ce qui les attendait, ils ont heureusement pu s'enfuir avant que la barbarie ne s'abatte sur eux. Des faits de ce genre sont malheureusement encore monnaie courante de nos jours.

Au XXI^{ème} siècle, à l'heure d'internet et de l'intelligence artificielle, croire encore en la sorcellerie et aux pratiques occultes, c'est vraiment absurde. Avec le développement de la science, on ne devrait plus

avoir besoin de la sorcellerie pour expliquer les causes d'une maladie ou d'un décès.

Les journalistes qui véhiculent ces idées d'un autre temps le savent. Ce qui tue, ce n'est pas une quelconque *sorcellerie* mais bien la misère, l'ignorance, l'absence de structures médicales dignes de ce nom, etc. Ce sont aussi les bas salaires et les mauvaises conditions de vie et de travail.

Les riches et les autorités, sont bien placés pour le savoir. Mais le fait de laisser véhiculer toutes sortes d'idées obscurantistes les arrange. Ils déplacent ainsi la colère des pauvres vers des impasses pendant qu'ils profitent de la richesse produite grâce à l'exploitation et à l'oppression de la grande majorité.

PORT-BOUËT : QUAND LA MAIRIE OUVRE UN BUREAU D'ÉTAT CIVIL

La Mairie de Port-Bouët a inauguré en grandes pompes le 8 novembre un bureau d'état civil à Adjahui-Coubé. Il servira à enregistrer les 300 naissances recensées parait-il chaque mois et permettra de ré-

pondre au fait qu'une naissance sur quatre ne serait pas déclarée à la mairie.

C'était l'occasion pour les représentants de la mairie de dire qu'Adjahui-Coubé sort

enfin de sa «*léthargie*», que le développement est en marche, etc. Mais personne n'ignore qu'un bureau d'état civil, ce sont des recettes engrangées par la municipalité du fait que les papiers délivrés ne sont pas gratuits. De ce fait, la création de ce service pourrait être considérée comme une affaire rentable pour la municipalité !

Mais, les habitants auraient plutôt voulu être plus fréquemment débarrassés des tas d'immondices qu'on aperçoit un peu partout dans les différents quartiers ! La lagune aux alentours est devenue un vrai dépotoir faute de mieux !

Les habitants auraient aussi voulu que les autorités donnent des subventions aux différentes écoles de ce village qui en ont bien besoin, de même que pour réparer les rues mal éclairées ou impraticables.

Mais la seule chose qui préoccupe les politiciens lorsqu'ils font semblant de s'intéresser à nous, c'est d'obtenir nos votes à l'approche des élections. Pour le reste du temps, ils nous méprisent comme des pestiférés.

ÉCHOS D'ENTREPRISE

NUTRI FOOD : UN VOL MANIFESTE

Les 2 et 3 Novembre derniers, les travailleurs de Nutri Food, une usine alimentaire située dans la zone industrielle de Yopougon, ont fait une «*opération bandeau rouge*» pour protester contre le non-paiement aux travailleurs journaliers de l'augmentation de 15.000 Fr par mois qui devait se répercuter sur leur salaire du fait que le SMIG est passé de 60.000 à 75.000 Fr.

Pendant ces deux jours, la grande majorité des travailleurs (embauchés comme journaliers) ont porté un bandeau rouge autour de la tête pour afficher de manière visible leur mécontentement devant ce vol.

C'est depuis le début de l'année que cette augmentation devait être effective. Jusque-là, malgré les protestations, la direction s'entête à ne pas l'appliquer. Les travailleurs attendent maintenant de voir avant de décider de la suite à donner à leur mouvement.

Déjà, on peut dire que cette solidarité manifestée par les travailleurs embauchés avec leurs camarades journaliers est une petite victoire. Elle ouvre des perspectives pour les luttes futures qui surviendront tôt ou tard, tant l'exploitation et les injustices sont criantes.

ZENITH : INCENDIE RAVAGEUR, TEL UN AVERTISSEMENT

Un grave incendie a ravagé l'usine ZENITH, une entreprise de plastique dans la zone industrielle de Yopougon le 29 Octobre. L'incendie était tellement fort qu'on pouvait apercevoir la fumée à plusieurs kilomètres à la ronde. Les sapeurs-pompiers ont mis des heures pour éteindre le feu. Heureusement que cet incendie s'est déclaré un dimanche et par chance, il n'y a pas eu de victime.

Cette entreprise est connue pour fouler aux pieds les règles les plus élémentaires en matière de sécurité. Les ouvriers travail-

lent dans des conditions déplorables, sans réelle protection.

Dans cette zone industrielle, il n'y a pas de caserne de sapeurs-pompiers. Pourtant des incendies de ce genre et d'autres sinistres sont monnaie courante. De plus, des habitations de travailleurs se trouvent à proximité et sont à chaque fois en grand danger.

Le fait est que le pouvoir public a d'autres chats à fouetter plutôt que de s'occuper de la sécurité des travailleurs et de leurs familles.

Madagascar

ILS SONT CAPABLES DE METTRE LE PAYS À FEU ET À SANG POUR ASSOUVIR LEUR SOIF DE POUVOIR ET DE RICHESSE

Depuis plusieurs mois les partisans des ex-présidents Ravalomanana et Rajaonarimampianina, à la tête d'un collectif de 12, puis de 10 candidats, organisent des rassemblements dans de nombreux endroits de la capitale Antananarivo, y compris au Colysée et au stade de Mahamasina, à Behoririka (centre ville). L'emblématique Place du 13 mai située en face de l'Hôtel de ville, leur est pour le moment inaccessible. Ces opposants ne reconnaissent pas la composition de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) ainsi que celle de la HCC (Haute Cour Constitutionnelle). Ils exigent que l'élection présidentielle, qualifiée à juste raison de «mascarade», soit repoussée à une date ultérieure.



14 octobre 2023, dans une manifestation du «collectif des candidats». Sur les pancartes on peut lire : «stop à la violence», «stop à la flambée du prix du riz», «stop aux délestages».

Au cours des multiples face-à-face tendus avec les forces de l'ordre restées fidèles au président en place Rajoelina, lui-même candidat à sa propre succession, de nombreuses personnes ont été grièvement blessées. Parmi ces personnes touchées, il y a un député connu pour sa fidélité active envers son mentor Ravalomanana.

En fait ces trois candidats sont des personnes riches. Chacun d'eux s'est constitué un véritable magot, décuplé durant les années de passage à la tête du pays. Certains journalistes qui ont le sens

de l'humour, ont même fait des analogies avec le film de Sergio Leone «Le bon, la brute et le truand» à ceci près que le trésor pour lequel s'affrontent ces politiciens magouilleurs et corrompus, est le contrôle de l'État et des richesses qui vont avec.

À l'époque où il était président, le magazine américain Forbes plaçait Ravalomanana (propriétaire du groupe agroalimentaire Tiko) en quatrième position des riches du pays. Il a usé et abusé de sa fonction présidentielle pour s'enrichir de façon outrancière et ostentatoire. Il se croyait tout permis et ne s'est pas senti gêné de faire l'acquisition d'un avion Boeing (d'occasion) du studio américain Walt Disney moyennant la modique somme de 60 millions de dollars, piochée dans les caisses de l'État. Cela, pour son usage personnel et celui de sa famille. Cette attitude a choqué l'opinion publique surtout qu'au même moment la région de l'Androy située dans l'extrême sud-ouest était fortement frappée par la sécheresse. Les gens de cette région et aussi d'autres régions, avaient chaud, avaient soif et devaient survivre dans le dénuement. Ravalomanana s'est mis à dos un certain nombre d'hommes d'affaires du pays en faisant main basse sur leurs sociétés.

Ce climat de mécontentement grandissant a profité à Andry Rajoelina qui entre temps, avait réussi à se faire élire maire de la capitale. Lui aussi était dans les affaires à la tête (entre autres) d'une société numérique, Injet, mais surtout dirigeait l'entreprise Doma Pub, leader de l'affichage publicitaire dans le pays. En 2009, l'arrivée au pouvoir de Rajoelina était en fait le point culminant d'une rivalité commerciale entre les deux hommes d'affaires reconvertis en politique.

Ravalomanana était tellement honni par les travailleurs que des grèves éclataient partout dans le pays, suivies de manifesta-

tions. Des gens désœuvrés se livraient parfois à des pillages. Le président a été alors contraint de confier le pouvoir à un directeur militaire qui l'a transféré à Rajoelina. Celui-ci était devenu dirigeant de la Haute Autorité de Transition (HAT) et s'y est accroché durant quatre années. Au cours de cette période il a été impliqué dans divers trafics, notamment celui des bois précieux.

Le troisième larron, Rajaonarimampianina, est aussi un homme argenté. Il avait suffisamment de richesse en 2013 (année où il a gagné les élections présidentielles) pour sortir de ses coffres-forts une bagatelle estimée à 43 millions de dollars, comme budget de campagne électorale. Il a été un allié de Rajoelina à l'époque où celui-ci était président de la HAT. Maintenant il a changé d'alliance en se mettant à la remorque de Ravalomanana, leader incontesté du collectif des 10 candidats.

À moins d'une semaine du 1^{er} tour de l'élection présidentielle qui est prévue pour le 16 novembre, le pays ne sait toujours pas si elle aura effectivement lieu à cette date. En effet 700 notables de tout poil, certains en tenue civile d'autres en uniforme ecclésiastique, ont réussi le 9 novembre à pénétrer dans la cafétéria de l'Assemblée nationale. Ils y ont fait dresser une sorte de podium et ont organisé un meeting suivi d'un vote. Les députés étaient absents mais la présidente de l'Assemblée nationale (présente sur le lieu) a estimé que «les conditions pour tenir des élections propres, transparentes, apaisées...ne sont pas remplies». Par conséquent selon elle «le processus électoral en cours doit être suspendu».

Élection ou pas, ça ne changera pas grand chose à la réalité que vit la population. Cela fait des dizaines d'années que tous ces corrompus pleins aux as, qui sont à la manœuvre au service du patronat, font payer la crise du système capitaliste aux

travailleurs et aux classes pauvres. Ils le font en imposant l'austérité : bas salaires, dégradations des conditions de travail, cadences infernales, chômage, licenciements... La JIRAMA qui est sensée distribuer l'eau et l'électricité est devenue incapable d'assurer cette fonction. Pour remplir ne serait-ce qu'un bidon d'eau de 20 litres aux fontaines publiques d'Antananarivo, il faut se lever aux aurores et attendre son tour pendant deux heures. Les voies terrestres de communication sont tellement défoncées qu'il n'est pas exagéré de parler de «routes de l'impossible» sur une partie notable du territoire. La liste des calamités que ce système économique et social infâme et au bout du rouleau impose aux classes pauvres, n'est pas exhaustive.

Le seul espoir pour la population de s'en sortir, c'est le renouveau de la conscience et de la combativité des travailleurs du pays et des autres pays. C'est la classe ouvrière qui produit les richesses sur toute la planète. C'est elle qui demain sera en mesure de renverser le capitalisme et instaurer un système plus juste, dont l'objectif premier sera la satisfaction des besoins de tous.



Dans le sud du pays, la sécheresse et l'incurie de l'État sont telles que les petites gens sont condamnées à recueillir l'eau sur la route à la suite d'une pluie.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir